



► Découvrez la nouvelle cartothèque du CGET !

Incontournable, la cartothèque du CGET fait peau neuve ! **1600 cartes et infographies**, pour certaines interactives, sont désormais à disposition du grand public et des spécialistes, sur des thématiques aussi diverses que l'emploi, les services au public, l'industrie, les ruralités, le cadre de vie, les mobilités,...

Retrouvez dans cette riche collection, disponible sur cartotheque.cget.gouv.fr :

- les cartes de l'[Observatoire des territoires](#) et de l'[Observatoire national de la politique de la ville](#)
- les [kits territoriaux](#) destinés au Grand Débat national
- les cartes des [politiques publiques portées par le CGET](#)
- les [portraits régionaux](#).

La recherche se fait par mot clé, ou à partir des quatre filtres proposés : par thème, par échelle de territoire, par série et par année.

Les cartes, ainsi que les informations qui leur sont associées, sont toutes téléchargeables en haute définition.

Ces ressources cartographiques seront mises à jour et enrichies régulièrement pour satisfaire les besoins des professionnels et des amateurs de cartographie.

>> cartotheque.cget.gouv.fr

Contractualisation

► Le renouvellement de la contractualisation territoriale de l'Etat français : les contrats de ruralité.

Gwénaél Doré ; Mohammed Chahid.

12ièmes journées de recherches en Sciences sociales, Nantes, 13 et 14 décembre 2018. 20 p.

L'Etat français a renouvelé une politique de contractualisation et au travers de la mise en place en 2016 de contrats de ruralité, signés avec des Pôles d'Equilibre Territoriaux et Ruraux (PETR) et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre. Ces contrats soutiennent des projets d'investissement dans les territoires. Cette contractualisation, qui renoue avec les ambitions des contrats de pays des années 2000, complète l'accent mis sur les métropoles. Après avoir retracé l'évolution des politiques nationales de contractualisation avec les territoires depuis les années 1960 (1), les auteurs présentent la mise en place générale des contrats de ruralité en 2016 (2), avant de livrer les principaux enseignements d'une enquête qualitative (3).

► [Ensemble des interventions](#)

Démocratie participative

► Les citoyens, prochains “décideurs” de la ville ?

Les Lumières de la ville, 18 janvier 2019. En ligne

Avec la levée des contestations et des revendications, les manifestations sont le reflet de l'attente d'une révolution profonde de la démocratie. Entre budget participatif, réformes des outils de démocratie participative institutionnels et nouveaux outils numériques, le citoyen devient-il le centre des décisions urbaines ?

► Démocratie interactive : pour un grand débat.

Jacques Lévy.

Fondation Jean Jaurès, janvier 2019. En ligne

Avec les « gilets jaunes », c'est sans doute la première fois depuis longtemps en France qu'un mouvement, social en apparence, est aussi clairement politique. C'est aussi la première fois que le cadre institutionnel et même constitutionnel est aussi directement et aussi fortement impliqué dans des revendications. Ces circonstances exceptionnelles contraignent tous les acteurs à réagir, à critiquer, à proposer dans le cadre du grand débat national. Jacques Lévy, professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne et à l'Université de Reims et membre du rhizome Chôros, livre ici une analyse critique de la « démocratie directe » et formule des propositions pour la mise en place d'une véritable démocratie interactive.

Développement des territoires

► Fermes de Figeac : un cas de réveil des territoires à méditer.

Michel Berry.

The Conversation, 16 janvier 2019. En ligne

Dans un territoire rural isolé, une petite coopérative agricole a refusé le déclin. Avec persévérance et imagination, elle a réinventé son agriculture et son territoire. L'avenir des territoires n'est pas compromis, il pourrait même servir de socle à un redressement national de type bottom-up.

Europe

► L'Alsace, l'avenir de l'Europe ?

Raymond Woessner.

The Conversation, 10 janvier 2019. En ligne

Le 29 octobre 2018, le gouvernement français a lancé le processus de la création de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) attendue pour 2021 qui fait de l'Alsace à nouveau une collectivité tout en restant au sein de la région Grand Est. À un moment où Paris est à la peine avec ses territoires, et où l'Europe apparaît comme privée de sens pour ses citoyens, et si l'ex-région Alsace, fondue malgré elle dans la région Grand Est en 2016, apportait quelques solutions pour penser la place de la France dans l'Europe ?

► Niveau de vie : qu'apporte l'Europe à ses peuples ?

Charles Wyplosz.

Telos, 14 décembre 2018. En ligne

Un lecteur a écrit à Telos, mettant en relation les difficultés rencontrées par une bonne partie de la population et une Union européenne dont il se demande si elle n'est pas, au fond, une Europe des riches, qui n'apporte rien pour augmenter le niveau de vie des peuples de l'Union et a contribué à une explosion des inégalités. Il suggère d'en discuter. Charles Wyplosz apporte ici quelques éléments pour un débat qui lui semble une excellente idée.

Evaluation

► Vingt ans d'évaluations d'impact en France et à l'étranger. Analyse quantitative de la production scientifique.

France Stratégie.

Document de travail, n°2018-6, décembre 2018. 58 p.

L'évaluation constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour améliorer les politiques publiques et pour informer les citoyens. En France, de nombreux acteurs sont chargés d'une telle mission, mais seule une faible proportion des travaux qu'ils produisent — les évaluations d'impact — permet de mesurer rigoureusement l'efficacité des politiques publiques au regard des objectifs qui leur ont été fixés.

Face à ce constat, France Stratégie a conduit une étude en partenariat avec Sciences Po et la direction interministérielle de la transformation publique (DITP) pour situer la France en termes de production d'évaluations d'impact de politiques publiques par rapport à six pays économiquement comparables (l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède).

► [L'étude](#)

► La note de synthèse : [La France évalue encore peu l'impact de ses politiques publiques](#)

Fractures territoriales et sociales

► Contribution de l'APVF à la réduction des fractures territoriales et sociales : pour un nouveau contrat territorial.

Association des petites villes de France (APVF), janvier 2019. 15 p.

Dans le cadre du grand débat national lancé par le Président de la République et le Gouvernement, l'association des petites villes de France (APVF) a présenté sa contribution pour mettre fin à la « fracture territoriale et sociale » : propositions relatives à la mobilité durable, à la transition écologique, à la lutte contre la désertification médicale qui doit devenir une priorité nationale, à la revitalisation des centres-villes et enfin en faveur d'une nouvelle solidarité territoriale.

Jeunesse

► Jeunes de France périphérique : les invisibles de la République ?

Salomé Berlioux ; Jérôme Fourquet ; Erkki Maillard ; Jérémie Peltier.

Fondation Jean Jaurès, 21 janvier 2019. Vidéo du débat 129'

On ne les voit pas. On ne parle pas d'eux. Ils ne font pas de bruit. Ces millions de jeunes de la France périphérique, dispersés sur le territoire, s'ils ont un fort potentiel, sont pourtant oubliés et se trouvent face à un véritable parcours d'obstacles. Autocensure, manque d'informations et de mobilité, fragilité économique, absence de réseaux, fracture numérique... À l'occasion de la sortie de l'essai *Les Invisibles de la République. Comment on sacrifie la jeunesse de la France périphérique* de Salomé Berlioux et Erkki Maillard, la Fondation Jean Jaurès a proposé un débat avec les deux auteurs ainsi que Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, animé par Jérémie Peltier, directeur des études de la Fondation Jean-Jaurès.

► Portraits de jeunesse.

Entretiens avec François DUBET, Fabien TRUONG, Stéphane BEAU, David THOMSON.

Diversité, n° 194, janvier-avril 2019. 160 p. Bibliogr.

Ce numéro de *Diversité* souhaite apporter des éclairages et des pistes pour mieux comprendre ce qu'est la jeunesse aujourd'hui, en France, en particulier en répondant aux questions suivantes : qu'est-ce qui définit la jeunesse ? Peut-on parler d'un sentiment d'appartenance à la jeunesse comme catégorie spécifique ? Quelles sont les pratiques culturelles des jeunes ? Peut-on dire que les jeunes se « radicalisent » ? Quelles sont les différentes trajectoires des jeunes dans leur parcours personnel et scolaire ?

Logement - Habitat

► Caractériser l'offre d'habitat par la demande résidentielle. Éléments pour un renouvellement conceptuel du couple logement/environnement.

Jean Houssemand ; Anne Griffond-Boitier ; Samy Youssefi ; Jean-Philippe Antoni.

Cybergeog : european journal of geography (Espace, Société, Territoire), Décembre 2018. En ligne.

Si les choix résidentiels des ménages semblent aujourd'hui expliquer une partie de l'étalement urbain et des problèmes qu'il pose, les travaux qui confrontent les raisons de ces choix à la réalité de l'offre résidentielle restent rares. Pour mieux comprendre ces raisons, les auteurs proposent de synthétiser l'offre résidentielle selon deux couples logement/environnement antagonistes : l'habitat individuel dans l'espace périurbain et l'habitat collectif en ville ou dans sa périphérie proche. Ils les confrontent ensuite à une hypothèse alternative, associant les caractéristiques de l'habitat individuel à celles des centres urbains.

Politique de la ville



► Le renouvellement urbain comme pilier de la politique de la ville.

Sarah Audras-Marcy (CGET) ; Christophe Bourgois (Anru)

Observatoire national de la politique de la ville (ONPV).

Janvier 2019. 6 p.

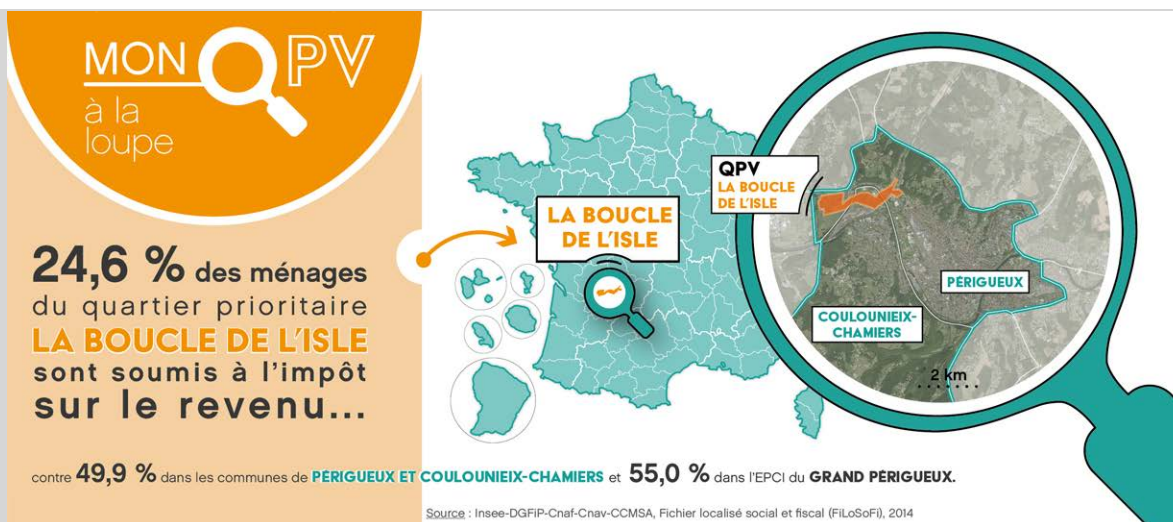
Le programme national de rénovation urbaine (PNRU), lancé par la loi du 1er août 2003 de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, concerne 594 quartiers pour environ 4 millions d'habitants sur la période 2003-2015. D'une enveloppe de 11,7 milliards d'euros, et s'articulant essentiellement autour de l'habitat (démolitions/reconstructions), il vise à améliorer la qualité de vie dans les quartiers qui présentent une forte concentration de ménages en difficulté sociale et économique. Le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) fait suite au PNRU. Il concerne 480 quartiers (216 quartiers d'intérêt national, 264 quartiers d'intérêt régional), soit un tiers des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), pour environ 3 millions d'habitants. Une enveloppe de 10 milliards d'euros a été confiée à l'Anru pour financer ce programme de 2014 à 2024. Fin 2018, les projets de plus de 150 quartiers, pour plus de 3,4 milliards d'euros de concours financiers, ont fait l'objet d'une convention signée ou validée par le comité d'engagement.

► L'accessibilité à pied aux équipements sportifs dans les quartiers prioritaires: une bonne couverture mais une offre peu variée.

Sarah Audras-Marcy et Helga Mondésir (CGET) ; Raphaël Janelli et Jean de Labrusse (Ministère des Sports).

Observatoire national de la politique de la ville (ONPV). Janvier 2019. 16 p. Coll. "En détail".

Malgré d'ambitieuses politiques publiques d'accès au sport pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), une quarantaine de quartiers prioritaires apparaissent encore comme sous-dotés en équipements sportifs structurants. Certes, l'accessibilité à pied aux équipements sportifs structurants pour les habitants des QPV est meilleure que pour ceux des autres quartiers des unités urbaines englobantes mais ce résultat global (99 % de la population métropolitaine couverte par au moins un équipement en QPV, contre 90 % ailleurs) cache des réalités locales bien moins favorables. Dans les QPV de type « centres anciens » notamment, les habitants sont plus éloignés des équipements sportifs que dans les quartiers HLM en périphérie des agglomérations, construits à une période où la pratique sportive a été encouragée par les pouvoirs publics et intégrée aux programmes d'urbanisme.



► Retrouvez 200 autres indicateurs statistiques concernant **ce quartier** ou recherchez le quartier de votre choix.

► 3 questions à **Pierre-Alban Bonin**, géomaticien au CGET.

Pierre-Alban Bonin présente cette nouvelle rubrique « Mon QPV à la loupe » qui vous sera proposée régulièrement dans le bulletin *Veille & territoires*, et revient sur le SIG Ville et ses nombreux indicateurs disponibles.

► Les quartiers de la politique de la ville dans la Métropole du Grand Paris.

Atelier parisien d'urbanisme (Apur) - Marina Ribeiro.

Note de l'Apur, n° 142. Décembre 2018. 8 p

En 2015, les périmètres des quartiers de la politique de la ville ont été redessinés en se basant sur le critère unique de la concentration des ménages à bas revenus (revenus inférieurs à 60% de la médiane régionale). Dans la Métropole du Grand Paris, 163 quartiers prioritaires ont été identifiés. Ils regroupent 916 000 habitants, soit environ 13% de la population métropolitaine et représentent 6% de la surface totale du territoire. Cette géographie de la politique de la ville traduit l'ampleur des inégalités sociales qui traversent la Métropole du Grand Paris. Les disparités de revenus y sont plus fortes que dans les autres métropoles françaises.

Qualité de vie

► Le niveau de satisfaction dans la vie dépend peu du type de territoire de résidence.

Insee - François Gleizes ; Sébastien Grobon.

Insee Focus, n° 139. Janvier 2019. En ligne

En 2017, en France métropolitaine, les personnes âgées de 16 ans ou plus attribuent en moyenne une note de satisfaction de 7,2 sur 10 à la vie qu'elles mènent actuellement. Ce niveau de satisfaction dépend des conditions matérielles dans lesquelles les personnes vivent, mais aussi de multiples autres facteurs, tels que la santé, l'âge, la situation familiale ou la situation d'emploi pour les actifs. Il est en revanche assez homogène sur le territoire : les habitants des grands pôles urbains et de leur couronne, ceux des communes périphériques et des zones rurales ont des niveaux moyens de satisfaction dans la vie proches.

► En faut-il peu pour être heureux ? Conditions de vie, bonheur et bien-être en Belgique.

Les économistes de l'UCLouvain ; Bart Capéau et al.

Regards économiques, n° 144, janvier 2019. 12 p.

Dans cet article, les auteurs partent du principe selon lequel le bien-être s'étend au-delà de la richesse matérielle et proposent un indicateur alternatif, le « revenu équivalent », pour le mesurer. Cet indicateur prend non seulement en compte la situation des individus dans différents domaines de leur vie, mais aussi l'importance qu'ils attachent à ces derniers. Au moyen d'une enquête à grande échelle menée auprès d'un échantillon représentatif de la population belge, ils comparent le revenu équivalent aux indicateurs standards de bien-être matériel (la consommation personnelle) et de bien-être subjectif (la satisfaction à l'égard de la vie).

Santé

► **Accessibilité aux soins et attractivité territoriale : proposition d'une typologie des territoires de vie français.**

Irdes - Guillaume Chevillard ; Julien Mousquès.

Document de travail, n° 76, Janvier 2019. 28 p. + carte interactive

Cet article présente la méthodologie et les résultats d'une typologie socio-sanitaire des espaces français à l'échelle des territoires de vie. Cette typologie ambitionne d'offrir un cadre d'étude à l'analyse des soins de premiers recours en France et à l'évaluation d'un certain nombre de dispositifs pour améliorer la répartition de l'offre de soins. A partir de la littérature, nous identifions les dimensions et indicateurs pertinents pour répondre à ces enjeux. Nous réalisons ensuite une Analyse en composante principale (ACP) des 32 variables retenues puis une Classification ascendante hiérarchique (CAH). Nous obtenons de la sorte six groupes de territoires de vie dont la répartition spatiale est parfois fortement contiguë (littoraux, « diagonale du vide », départements homogènes), plus hétérogène avec des départements ayant tous les types de territoires de vie ou encore une répartition illustrant des oppositions entre centres et périphéries.

► [Accéder à la carte](#)

Territoires ruraux

► **Les campagnes sont de retour. Qualité de vie, écologie, innovation ...**

Vincent Grimault ; Aude Martin ; David Belliard ; Anne Fairise et al.

Alternatives économiques, hors-série, n° 16. Décembre 2018. 80 p.

Il semble parfois courir au sujet des campagnes françaises un sentiment diffus de malaise. Les faits s'amusent à contredire néanmoins ce "déclinisme" ambiant. L'abandon par l'Etat ? Les territoires ruraux restent encore les mieux dotés en subventions publiques. L'exode ? Il s'est discrètement renversé il y a quarante ans, au point que si exode il y a aujourd'hui, il est plutôt urbain. Comment alors expliquer cette si forte distance entre la perception et la réalité des faits ? La réponse est probablement dans la formidable diversité des campagnes françaises : certaines souffrent beaucoup, d'autres vivent, d'autres encore connaissent une véritable renaissance. C'est à cette France rurale diverse, ou plutôt ces France rurales plurielles, renouvelées et passionnantes, que ce numéro est consacré, avec la volonté de déconstruire quelques idées reçues, et de sortir des oppositions souvent caricaturales qui ne rendent pas service au débat public, et encore moins aux campagnes.

Transition écologique et énergétique

► **Transition énergétique et la coopération transfrontalière.**

Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) - Alexandra Lafont ; Domitille Ayrat ; Aneta Kozusnikova.

Les Cahiers de la MOT, n° 10. Janvier 2019. 24 p.

Cette publication présente dans une première partie les territoires transfrontaliers comme "des acteurs à part entière de la transition énergétique". Neuf bonnes pratiques illustrent la diversité et la plus-value des projets transfrontaliers selon quatre rubriques : "Échanger les expériences pour développer des

solutions adaptées" ; "Encourager le développement économique" ; "Planifier la transition énergétique" et "Expérimenter sur les frontières". Ensuite, un dossier intitulé "Coopérer dans le domaine de la transition énergétique" présente les obstacles, solutions et outils proposés au niveau local, national et européen.

► Faire de la société civile l'accélérateur de la transition écologique.

L'Oeil du Cese, n°6, janvier 2019. 24 p.

Alors que tout nous commande d'agir, force est de constater que la transition écologique ne va pour l'instant ni assez vite ni assez loin. Face à cet enjeu critique de notre histoire, permettre l'engagement plein et entier de la société civile est une condition impérative pour éviter la catastrophe. Il est essentiel que chaque citoyen puisse comprendre et participer à ce mouvement commun. Le CESE propose un projet qui passe par le développement de la justice climatique, le renforcement du principe de subsidiarité dans la transition, de solides mécanismes de financement, et la mise en place des politiques éducatives nécessaires à l'émergence d'une société écologique, sensibilisée aux enjeux et aux bonnes pratiques du développement durable.

Urbain

► Les métiers de l'urbain sous tension.

Philippe Panerai ; Jacques Donzelot ; Vincent Lavergne ; Cynthia Ghorra-Gobin et al.

***Tous urbains*, 4eme trim. 2018. 88 p.**

Ce nouveau numéro, réalisé en un partenariat avec l'École urbaine de Lyon (Eul), consacre son dossier central aux métiers de l'urbain, coordonné par Michel Lussault et Guillaume Faburel. Le débat sur le titre (peut-être vaudrait-il mieux dire les métiers de la ville ?) n'est pas une coquetterie d'écriture, mais exprime la volonté de L'École urbaine et la conviction de *Tous urbains* qu'il est nécessaire de repenser les formations dans une vision plus large que les Instituts d'urbanisme actuels. Pour compléter les articles proposés dans la revue, tousurbains.fr propose maintenant un site internet sur lequel contributions et débats sont à retrouver.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr

